



Balkanologie

Revue d'études pluridisciplinaires

Vol. VI, n° 1-2 | 2002

Volume VI Numéro 1-2

Grumel-Jacquignon (François), *La Yougoslavie dans la stratégie française de l'entre-deux-guerres, aux origines du mythe serbe en France*

Bern / Berlin / Bruxelles / Frankfurt / New York / Wien : Peter Lang,
1999, 669 p.

Mile Bjelajac



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/1902>

ISSN : 1965-0582

Éditeur

Association française d'études sur les Balkans (Afebalk)

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2002

Pagination : 281-285

ISSN : 1279-7952

Référence électronique

Mile Bjelajac, « Grumel-Jacquignon (François), *La Yougoslavie dans la stratégie française de l'entre-deux-guerres, aux origines du mythe serbe en France* », *Balkanologie* [En ligne], Vol. VI, n° 1-2 | décembre 2002, mis en ligne le 04 février 2009, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/1902>

d'une minorité macédonienne en Bulgarie, décision allant radicalement à l'encontre du sentiment général de la nation. La rupture entre Tito et Staline, suivie par la mort de Dimitrov, avait permis d'abandonner rapidement cette ligne, sans avoir à la dénoncer. Les Yougoslaves, de leur côté, ne cessent de revenir sur la question et de réclamer la prise en compte des droits nationaux de la minorité macédonienne du Pirin. Revendication de pure théorie, car les Yougoslaves, qui peuvent voyager en Bulgarie, savent fort bien qu'il n'y a aucun mouvement populaire, en Macédoine du Pirin, pour étayer leur revendication.

Les notes de l'ambassadeur Nikolov viennent opportunément nous rappeler un des mécanismes de fonctionnement de la fédération yougoslave que l'on tend un peu trop à oublier. À côté de la « fraternité et unité » prônée entre les peuples et nationalités de la Fédération, le régime a systématiquement entretenu une tension xénophobe, tournée contre l'Italie et l'Autriche à certaines périodes, et contre l'Albanie et la Bulgarie, de façon constante. Toutes les démarches d'ouverture bulgares sont repoussées avec arrogance ou transformées en dialogue de sourds. Serbes et Macédoniens sont, bien sûr, les interlocuteurs les plus désagréables. Le quotidien est fait de petites piques, d'outrances médiatiques, de règlement de comptes entre vieux militants communistes rédigeant leurs mémoires¹⁴. Le morceau de bravoure du livre, c'est l'entretien orageux entre Todor Živkov et Lazar Koliševski, le soir même des funérailles de Tito (pp. 157-161).

Pour le reste, l'ouvrage n'a pas d'événements majeurs à rapporter. Nous voyons au jour le jour les répercussions sur la politique balkanique de l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, de la crise des missiles entre les deux superpuissances, des événements de Pologne, etc. Nous trouvons un regard bulgare sur la répression au Kosovo en 1981, la mort de Mehmet Shehu, l'arrivée au pouvoir du PASOK. Nous voyons fonctionner les lourds rouages d'une diplomatie timorée, vivant dans la hantise de déplaire à Moscou.

Bernard Lory

Grumel-Jacquignon (François),

La Yougoslavie dans la stratégie française de l'entre-deux-guerres, aux origines du mythe serbe en France,

Bern / Berlin / Bruxelles / Frankfurt / New York / Wien : Peter Lang, 1999, 669 p.

Le livre de François Grumel-Jacquignon est un exemple parfait de la tendance à la révision présente dans la compréhension des relations traditionnelles franco-serbes, mais aussi, sur un plan beaucoup plus vaste, de la politique globale française. Dès l'introduction, l'auteur se présente comme un « non-conformiste ». Quelle méthodologie utilise-t-il pour obtenir de nouvelles conclusions ? A-t-il suivi les postulats de sa profession ? Ce thème, qui n'est pas très vaste par sa nature, est-il bien situé dans le contexte de la politique française de l'entre-deux-guerres, déjà bien étudiée par les articles scientifiques et par une grande production de documents diplomatiques ?

Dans cet ouvrage volumineux, l'auteur exprime son opinion concernant la stratégie française de la paix juste après la Première Guerre mondiale, et il examine dans ce cadre sa

¹⁴ On retrouve tous ces éléments soigneusement exposés dans l'étude de **Troebst (Stefan)**, *Die bulgarisch-jugoslawische Kontroverse um Makedonien 1967-1982*, München / Oldenbourg, 1983.

relation avec le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, puis avec le Royaume de Yougoslavie, avec une attention particulière pour le facteur serbe. L'auteur est convaincu, selon son interprétation des sources militaires et diplomatiques françaises, que la France a fait dès le début une erreur en comptant sur le facteur Serbe, orienté selon lui vers le Sud, alors qu'elle aurait eu besoin d'un allié tourné vers l'Europe Centrale. Ainsi la France a-t-elle, sans réfléchir, quitté la politique danubienne, cédant la place à l'Italie. Elle a également perdu l'occasion de construire sa politique avec l'aide des Croates et des Slovènes, tournés quant à eux vers l'Europe Centrale et le bassin danubien. En choisissant l'alliance serbe, la France se serait embarrassée d'un allié peu convenable, rendant ainsi impossible l'établissement de bonnes relations stratégiques avec l'Italie, l'Union Soviétique dans les années 1930, et parfois avec la Grande Bretagne. La mégalomanie et les velléités d'hégémonie balkanique (« Les Balkans aux peuples balkaniques ») des Serbes auraient menacé le seul intérêt vital de la France, le port de Salonique et la possibilité de transport par la terre de l'aide militaire à la Pologne et à la Tchécoslovaquie. Les relations avec la Bulgarie et la Grèce auraient également été touchées. Le ministre français des Affaires étrangères de l'époque, Louis Barthou, était fidèle au mythe serbe en France et donc un homme dont la politique était irréaliste. L'auteur soutient que l'influence française diminuait peu à peu par rapport à l'influence allemande, qui devint dominante dès 1935. L'auteur pense ainsi déterminer des limites temporelles à la recherche du « mythe » de l'amitié franco-serbe : « En définitive Paris perd, du fait de son ambiguïté, et la carte italienne et la carte yougoslave. Et, pour comble de paradoxe, elle peut voir Belgrade et Rome s'entendre sous l'égide de Berlin. Ce qu'elle n'avait pas su obtenir en dix ans, les Allemands l'obtenaient en trois » (p. 587).

Cette politique française erronée est la conséquence de sa perception erronée. Ses dirigeants ont naïvement cru en la capacité de l'armée serbe, surestimant sa contribution dans la guerre précédente, et escomptant la continuité de la même tradition pendant la période de paix. Mais, selon l'auteur, cette armée était incapable et il n'était pas possible de la transformer en une force efficace. Admirative de la démocratie paysanne serbe, contrairement aux régimes des pays d'une Europe centrale aristocratique et impériale à l'époque, et motivée par la proximité des deux partis radicaux (français et serbe), la France a toléré l'hégémonie serbe aux dépens des Croates et des Slovènes, ce qui constituait un obstacle à la stabilité de l'Etat.

La France fit là une erreur car « la Monarchie appuyée sur l'Armée apparaît à Paris comme le seul ciment possible d'une union sud-slave souhaitée pour des raisons géopolitiques ». Une erreur aussi en soutenant le modèle centraliste de l'"Etat-nation" et en pensant que la question croate pouvait être résolue par une simple décentralisation. L'erreur viendrait également du rapprochement entre le conflit qui opposa le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à l'Eglise catholique d'une part, avec le conflit de la III^e République et cette même Eglise de l'autre, « alors que la volonté des Serbes de convertir les Slovènes et les Croates à l'orthodoxie était tout à fait claire » (p. 601). La France se trompa en soutenant la réconciliation serbo-italienne et la ratification des conventions de Nettuno aux dépens des intérêts croates et slovènes : « Le crédit naïf accordé à l'Etat yougoslave aurait dû pourtant être corrigé par la simple écoute des Serbes qui, eux, perçoivent fort bien les différences majeures qui les séparent des *Prečani*, l'incompatibilité des deux mentalités, et ne cessent de se définir comme orthodoxes, orientaux, de souligner leur défiance envers tout ce qui relève de la culture "occidentale", et consécutivement, ne conçoivent l'union que sous leur domination, la rendant par là même fragile » (p. 602). Grumel-Jacquignon pense en dernier lieu après son analyse que « se dégageait ainsi un authentique mythe serbe en France, fort éloigné de la réalité mais élément constitutif de celle-ci puisque contribuant à inhiber certaines possibilités diplomatiques ; un mythe dont on ne saurait douter qu'il ne perdure aujourd'hui en France ».

L'expert ou le simple lecteur peuvent se demander si ses conclusions ont été apportées de manière correcte. Elles ne sont pas seulement importantes pour les historiens, mais aussi pour une partie de l'opinion publique serbe. De l'autre côté, l'ouvrage envoie un message évident au public, aux experts, et à la diplomatie française. L'auteur a décidé de faire, plus ou moins seul, des recherches de documents français volumineux, et avant tout des Archives Militaires et Diplomatiques de Paris. Il utilise le plus souvent ces documents comme une source qui se suffit à elle-même. Bien que n'étant pas le premier à les utiliser, il se présente aux lecteurs comme le premier à "révéler" des faits longtemps cachés (p. 23). Ainsi, les auteurs qui ont consulté les mêmes documents, et avec beaucoup plus de scrupules, en les comparant avec des sources britanniques, allemandes, italiennes, tchèques, hongroises et autres de la même époque, mais aussi avec des documents provenant des archives yougoslaves, demeurent inconnus au public. L'auteur a évité de présenter et de commenter les résultats des recherches précédentes, allant jusqu'à ne pas citer des documents qu'il a lui-même utilisés. Le reproche le plus grave est certainement le fait que l'auteur utilise beaucoup de documents mineurs, peu sérieux, notamment des sources seulement annotées par les représentants français diplomatiques-militaires. Nous ne citerons ici que quelques exemples, que nous trouvons particulièrement significatifs. Pour être convaincant sur la conclusion de « l'orientation allemande » et de « l'attitude non-favorable de la Yougoslavie envers le rapprochement franco-soviétique », il omet ce qui est, selon nous, la plus importante synthèse des opinions françaises sur le Roi, de la politique intérieure et extérieure française et du caractère des relations franco-yougoslave : la Note, préparée par le Quai d'Orsay pour la rencontre (qui n'a eu jamais lieu du fait de l'attentat), entre le Président de la République Française, le président du Conseil des Ministres et le Ministre des Affaires Étrangères avec le Roi Alexandre, en octobre 1934. Il est évident que c'est une source primaire, révélant le point de vue officiel de la France et aussi des pas qu'elle pensait entreprendre.

Quelle est l'origine de certaines parties du document, interprétées ou citées par l'auteur ? Dans le document original il n'existe pas un seul mot exprimant les aspirations du Roi Alexandre à établir une union bulgare-yougoslave de 20 millions d'habitants sous son sceptre, comme présenté par Grumel-Jacquignon de la manière suivante : « Ce danger paraît au moins aussi grand au Quai d'Orsay que celui de l'Allemagne » (p. 469). Il est évident dans la note mentionnée « que le gouvernement yougoslave est trop prudent, trop averti du danger que représenterait le triomphe du germanisme en Europe Centrale sur se prêter à ce jeu » (se tourner vers l'Allemagne). Le document accentue clairement le fait que la réception de M. Gohring en mai 1934 était sensiblement réservée, que le roi tendrait vers la France (« aussi longtemps qu'elle le voudra »), tout comme l'élite politique yougoslave qui avait fait la guerre. Il existe une certaine inquiétude en ce qui concerne l'avenir, car les Allemands essaient de parvenir à une influence concrète, économique et culturelle. Cette influence était toujours présente chez les Croates et les Slovènes. La position de la Yougoslavie envers l'Autriche est aussi expliquée avec précision. La Yougoslavie respecte ses obligations internationales et elle est prête à aider l'Autriche, mais à condition que l'Autriche ne devienne pas un protectorat italien et que l'Italie abandonne l'idée d'une prépondérance dans le bassin danubien.

Grumel-Jacquignon souligne plusieurs fois que l'attitude anti-soviétique de la Yougoslavie présentait une obstacle pour la France. Dans ce document il est explicitement dit que « le gouvernement yougoslave considérait favorablement le rapprochement franco-soviétique ». En le citant, l'auteur remarque que c'est une « appréciation pour le moins exagérée ». En déterminant l'année 1935 comme celle de la fin de l'amitié franco-serbe, il s'est libéré de l'obligation de faire une recherche sur la coopération ultérieure entre les deux États, sur le plan militaire et diplomatique. Les analyses et les notes des dialogues entre les diplo-

mates français avec Stojadinović ou avec son ministre de l'armée Ljubomir Marić sont nombreux. Dans ces notes les motivations de la politique yougoslave pâtissant de la politique française envers l'Italie sont bien accentuées. Marić assurait les Français que son gouvernement n'aurait pas de raison d'abandonner ses anciens alliés et de se rapprocher des Etats révisionnistes. Stojadinović donne des preuves de la même attitude. Il souligne qu'aucun gouvernement ne pourrait aller contre les sentiments populaires qui sont tournés vers la France et ses anciens alliés. Les Français ne remettent pas en doute la sincérité des Serbes, qui, si la guerre recommençait, seraient de leur côté ; mais ils sont aussi prudents et pensent que Stojadinović fait tout ce qu'il peut pour l'éviter. On peut trouver dans ces rapports de grandes craintes du côté yougoslave, dues à l'attitude envers l'Espagne et à la faiblesse de la Grande-Bretagne et de la France. Il doit être mentionné que les Yougoslaves acceptent en 1935 de participer aux opérations militaires communes avec la France et l'Italie en cas de menace sur l'Autriche.

Grumel-Jacquignon a fait, selon nous, sa plus grande erreur en montrant l'incompréhension de l'interdépendance entre un petit et pauvre allié, épuisé par la guerre, et la grande puissance alliée – la France. Ces conclusions ne montrent que partiellement la manière dont la faiblesse militaire et économique du grand allié a influencé l'inquiétude et quelques pas tactiques du Gouvernement du Royaume de Yougoslavie dans les relations internationales entre les deux guerres. Même si l'auteur a cité dans son livre les articles de Martin Alexandre sur le général Gamelin et la politique de la défense française, celui de Piotr Wandysz sur le « crépuscule » des alliés français de l'Est ; même si les travaux de Jean Doise et de Maurice Vaisse sur la diplomatie et le facteur militaire pouvait lui faire percevoir correctement l'attitude de l'Italie, de l'Allemagne, mais aussi des petits Etats européens (surtout des alliés de la France), tous les faits mentionnés ici sont ignorés. L'auteur cite dans son livre les mémoires du général Bethouart, qui a passé huit ans auprès de l'armée yougoslave, mais sous un titre incomplet ; ses mémoires renforcent pourtant notre propre conclusion. Par la lecture des articles de N. Jordan, A. Adamthwaite, R. D. Challener, C. Bankwitz, R. Young, ajoutés à plusieurs articles de Maurice Vaisse (*Sécurité d'abord*, Paris 1981), et aux nombreux articles des historiens français sur le thème de l'armée française et de la paix perdue, cette relation très importante d'interdépendance entre une grande puissance, garante de l'ordre européen, et les petits Etats alliés pouvait être relatée plus précisément.

Même si l'auteur utilise une douzaine d'ouvrages écrits par des historiens yougoslaves (Dedijer, Vinaver, Mitrović, Avramovski, Krizman, Ude, entre autres) publiés en langue serbe (et slovène), il est bien évident qu'il lui manque le plus important des travaux de Vinaver, « La Yougoslavie et la France pendant deux guerres mondiales (La Yougoslavie, était-elle un satellite français ?) » publié en 1985, ainsi que le livre d'Andrej Mitrović, « La Yougoslavie à la Conférence de la Paix, 1919-1920 », « Délimitation de la Yougoslavie avec la Hongrie et la Roumanie » de Desanka Todorović, « La Yougoslavie et les Etats balkaniques 1918-1923 », de Djordje Stanković sur Nikola Pašić, etc., écrits justement à partir des fonds de la Conférence de la Paix et des autres sources diplomatiques des Archives Diplomatiques de Paris. Il ne mentionne aucune monographie yougoslave sur l'armée du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes entre 1918 et 1935, ni l'étude consacrée à l'influence française sur l'armée yougoslave entre les deux guerres, publiée en 1994 dans la *Revue Historique des Armées* (SHAT). Ainsi, sans utiliser les ouvrages mentionnés, l'auteur a eu beaucoup plus de marge pour rester silencieux sur certains thèmes ou pour en arriver à des interprétations libres, fondées sur ses propres préjugés. Décrire, par exemple, les événements à la frontière alban-yougoslave, la révolte au Kosovo-Metohija et en Macédoine occidentale, les opérations militaires et la propagande alban-italienne, et ce sans mentionner le général De Fourtou (représentant de l'armée française à Scutari) ses rapports et ses observations, est vraiment étonnant. Ceux-ci se trouvent pourtant dans les deux fonds d'Archives utilisés par l'auteur, ainsi que dans les

fonds appartenant à la liste de ses sources. Il décide également de ne pas utiliser certains fonds des Archives diplomatiques (Albanie, vol. 14/15) et inverse après délibération la suite chronologique des événements de l'été et de l'automne 1920. Voici le résultat de cette observation : « A l'été, l'armée SHS marche sur Scuttari et Tirana. Le gouvernement albanais mobilise et remporte, le 26 août, la victoire, accusant les Yougoslaves de "vouloir exterminer" la race albanaise » (p. 105). Cette description est complètement à l'opposé de la réalité des faits et des intentions serbes. Premièrement, ne mentionnant pas délibérément le fait que Franchet d'Espèrey, le commandant en chef à l'époque, avait dès 1918 déterminé des lignes de démarcation, l'auteur insiste sur « l'occupation » serbe et sur son plan pour diviser l'Albanie en « parts égales ». Tout est arrangé par les mémorandums albanais bien connus, présentés aux forums internationaux et aux Grandes Puissances séparément, et aussi par la propagande venant d'Italie et de Grande-Bretagne. Hormis les livres et les articles qu'il omet, délibérément ou non, d'utiliser, Grumel-Jacquignon n'hésite pas, dans le même temps, à ériger certains travaux en "ouvrages capitaux", comme par exemple le livre de Paul Garde (*Vie et mort de la Yougoslavie*, 1992) pour lequel l'auteur affirme que c'est « l'œuvre d'un linguiste qui a le mérite, peu courant en France, de souligner la vision ethnique des Serbes et de relativiser la signification des liens franco-serbes » (p. 623)¹⁵.

François Grumel-Jacquignon nous a convaincu sur plusieurs points, mais malheureusement pas sur ceux qu'il espérait. Sa présentation à la lumière des sources extensives et de l'observation des nombreuses controverses intérieures dans les relations entre les Etats balkaniques est une contribution à prendre en compte, mais elle demeure bien loin d'une interprétation des problèmes extérieurs et intérieurs du Royaume de la Yougoslavie et de son attitude vis-à-vis de la France et inversement. L'éditeur Peter Lang, qui a publié des ouvrages importants, comme par exemple deux études exhaustives d'Yvon Lacaze, a contribué avec le livre de Grumel-Jacquignon à un dialogue scientifique, mais non à un grand succès dans le sens professionnel.

Mile Bjelajac

Hadžieva-Aleksievska (Jasmina), Kasapova (Elizabeta),

Arhitekt Andreja Damjanov 1813-1878

[Andreja Damjanov, architecte, 1813-1878],

Skopje, 2001, 230 p.

Cet ouvrage, publié sous les auspices du Ministère de la Culture de Macédoine et du programme PHARE, présente à la fois en anglais et en macédonien l'œuvre de l'architecte Andreja Damjanov. Celui-ci s'inscrit dans une généalogie d'architectes, peintres d'icônes et sculpteurs d'iconostases célèbres dans les Balkans, le vaste clan des Renzovski-Zografski-Dospevski. L'ancêtre commun, au début du XVIII^e siècle, était originaire de la région de Gorna Reka, près de Debar, région de montagne pauvre, dont les habitants s'étaient spécialisés dans

¹⁵ D'autres ouvrages jugés « capitaux » par l'auteur sont mis en avant, en voici une liste non exhaustive : **Pribičević (Svetozar)**, *La dictature du Roi Alexandre*, 1933 ; **Pezet (Ernest), Simondet (Henri)**, *La Yougoslavie en péril*, 1933 ; **Pozi (Henri)**, *La guerre revient*, 1933 ; **Adler (Jasna)**, *L'Union forcée. La Croatie et la création de l'Etat yougoslave en 1918*, Genève, 1997. Ces ouvrages ont en commun d'être peu impartiaux sur la question serbe.